

L'ajournement

En octobre 1984, le ministère de la Santé et du Bien-être a reçu d'Agriculture Canada des données sur l'hydroprène auxquelles manquaient plusieurs tests de sécurité importants qui sont normalement exigés pour les pesticides. En novembre 1984, le ministère a informé Agriculture Canada que le demandeur devait faire tous les tests de sécurité normalement requis pour les pesticides. A mon grand regret, je dois dire au député que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social n'a reçu aucune réponse à cette demande.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. Je regrette d'informer le secrétaire parlementaire que son temps de parole est écoulé.

[Français]

LE TRANSPORT—A) LA CONSTRUCTION DE L'ATELIER D'ENTRETIEN DE LA VIA RAIL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT. B) LA FRAGILITÉ DE L'INDUSTRIE DU TRANSPORT À MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la parole ce soir. Le 24 avril dernier, je posais une question au ministre d'État (Transports) (M. Bouchard) au sujet d'un rapport qui a été rendu public tout récemment par l'Office de l'expansion économique de la Communauté urbaine de Montréal et qui révélait que l'industrie des transports donnait des signes de fragilité dans la région de Montréal. Je voulais savoir du ministre ses vues à ce sujet et ce que le gouvernement conservateur avait l'intention de faire précisément pour régler ce problème. Or, la réponse du ministre est plus ou moins drôle. En réalité, le ministre s'est mis à accuser le gouvernement libéral précédent de tous les maux qui peuvent survenir présentement à Montréal. Je dirais qu'en d'autres circonstances de telles affirmations complètement sans fondement pourraient faire rire. Mais devant la situation économique difficile qui existe à Montréal, devant le chômage considérable des employés du domaine des transports, je crois que le ministre devrait étudier ses dossiers et faire un effort beaucoup plus marqué afin d'aider la région de Montréal.

Je lui rappellerai que le maintien de l'industrie du transport d'après le président du comité exécutif de la ville de Montréal, M. Lamarre, est absolument primordial à la conservation de la santé économique de Montréal. En effet, le rapport dont je parlais tout à l'heure fait état du fait qu'au seul plan de la main-d'œuvre, de l'emploi, à Montréal, les compagnies de transport maritime, ferroviaire et aérien génèrent l'équivalent de 69,411 années-personnes en termes d'impact global.

Or, le ministre d'État semble croire que l'administration précédente n'a pas fait grand-chose dans le domaine des transports à Montréal. Je lui rappellerai très brièvement que c'est une administration libérale qui a doté le Port de Montréal des installations adéquates et modernes qu'il a présentement et qui lui permettent d'être au fond le plus important port à «containeurs» au Canada, sinon en Amérique du Nord. C'est aussi une administration libérale qui a fait l'achat, il y a quelques années, de la compagnie Canadair, de cette compagnie américaine, General Dynamics, pour la somme de quelque 46 millions de dollars à l'époque, ce qui était assez important, et qui a permis à cette compagnie de demeurer ouverte, qui a permis à des milliers de travailleurs de la région de Montréal de continuer à gagner leur vie honorablement à la Canadair, et ce qui a permis également à cette société de développer dans la région de Montréal des avions citernes qui sont utilisés non seulement

au Canada, mais partout dans le monde, et aussi à mettre au point un avion très moderne et très important, le Challenger.

• (1820)

Je pourrais mentionner les efforts que notre administration a faits pour aider la compagnie Bombardier à acheter la technologie voulue pour obtenir des contrats importants pour le métro de New York et aussi pour celui de Mexico. C'est notre administration qui a aidé des compagnies comme Pratt & Whitney, comme Paramax, comme CAE de la région de Montréal à obtenir des contrats fort importants dans le domaine de l'aéronautique et de l'aérospatiale. Et surtout c'est l'administration libérale qui a supporté la recherche de SPAR Aerospace qui a développé, comme on le sait, ce bras spatial utilisé par les navettes spatiales américaines qui rend honneur à la technologie canadienne.

Voilà donc une série de choses qui ont été faites par l'ancienne administration que le ministre d'État semble oublier.

Mais, finalement, je voudrais rappeler à ce ministre d'État qu'il n'a pas un dossier très reluisant lorsqu'il s'agit de domaines concernant la ville de Montréal. C'est lui qui nous a annoncé le déménagement du bureau de la sécurité aérienne de Montréal pour la région de la Capitale nationale. C'est lui qui nous a dit que la construction du centre d'entretien de VIA Rail à Montréal était remise aux calendes grecques. C'est lui qui nous a dit que les locomotives dont VIA Rail avait besoin ne seraient pas achetées de Bombardier mais plutôt de la General Motors. Et finalement, c'est lui qui nous a annoncé que les constructions de frégates qui devaient se faire à Marine Industries dans la région de Montréal, de Sorel, étaient annulées.

Or, je soumetts respectueusement au secrétaire parlementaire qui me répondra de passer ces notes au ministre d'État afin qu'il soit un peu plus attentif aux aspirations de Montréal.

Enfin, je citerai le journaliste François Roberge qui disait:

Dans un autre dossier, celui de Mirabel et d'Air-Canada, le ministre d'État aux Transports, M. Benoit Bouchard, s'est également servi d'arguments fallacieux voire vicieux pour justifier son inefficacité future en vue de conserver à Montréal ce qui reste encore au Québec de la grande industrie du transport aérien...

Il est inexcusable que le ministre fasse apparaître ainsi son ignorance des dossiers qu'il gère au moment même où il bat en retraite sur la question de la vitalité de l'aéronautique québécoise qu'il avait d'abord fait mine de vouloir défendre...

Monsieur le Président, voilà le sujet de mon intervention, j'implore le ministre d'État d'être un peu plus attentif aux revendications des travailleurs de la région de Montréal dans le domaine des transports.

[Traduction]

M. J. M. Forrestall (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, je me demande parfois d'où vient le député de Papineau (M. Ouellet). Il sait fort bien que le gouvernement doit faire face à un déficit de 35 milliards de dollars qui s'est accumulé à la suite du gaspillage et de l'incurie du gouvernement précédent et du mépris total dont ce dernier a fait preuve envers les contribuables du pays. Nous allons assurer une reprise économique dans toutes les régions du Canada.